

§ 5. Les membres nommés à titre définitif du personnel scientifique auxquels est d'application le régime particulier visé à l'article 23 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, obtiennent les échelles barémiques correspondantes :

2° a) à partir du 1er novembre 1994 :	
1.161.059 — 1.627.127	3 augmentations annuelles de 24.859
	9 augmentations biennales de 43.499
à partir du 1er août 1995 :	
1.172.670 — 1.643.400	3 augmentations annuelles de 25.108
	9 augmentations biennales de 43.934
b) à partir du 1er novembre 1994 :	
1.194.793 — 1.761.172	11 augmentations biennales de 51.489
à partir du 1er août 1995 :	
1.206.741 — 1.778.785	11 augmentations biennales de 52.004
c) à partir du 1er novembre 1994 :	
1.194.793 — 1.915.639	14 augmentations biennales de 51.489
à partir du 1er août 1995 :	
1.206.741 — 1.934.797	14 augmentations biennales de 52.004
d) à partir du 1er novembre 1994 :	
1.214.323 — 1.960.019	14 augmentations biennales de 53.264
à partir du 1er août 1995 :	
1.226.466 — 1.979.624	14 augmentations biennales de 53.797
3° à partir du 1er novembre 1994 :	
1.214.323 — 1.960.019	14 augmentations biennales de 53.264
à partir du 1er août 1995 :	
1.226.466 — 1.979.624	14 augmentations biennales de 53.797
4° à partir du 1er novembre 1994 :	
1.267.586 — 2.013.282	14 augmentations biennales de 53.264
à partir du 1er août 1995 :	
1.280.262 — 2.033.420	14 augmentations biennales de 53.797

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1994.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 962

18 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé par les organismes de radiodiffusion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 modifiant la loi du 6 février 1987, relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, relatif à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé par les organismes de radiodiffusion;

Vu l'avis des trois radio-diffuseurs principaux : RTBF, RTL-TVI, CANAL+ TVCF;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 8 février 1993;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Education et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 9 janvier 1995,

Arrête :

Article 1^{er}. Au début de chaque année civile et au plus tard le 1^{er} février, chaque organisme de radiodiffusion communique au Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions, le nombre de la durée des espaces publicitaires qu'il a consacré l'année précédente à la publicité en faveur des médicaments, traitements médicaux et boissons alcoolisées, et diffusés au cours de l'année écoulée.

Celui-ci en informe le Gouvernement dans les quinze jours de la réception des informations.

Art. 2. Un temps de diffusion de campagne équivalent à la durée visée à l'article 1^{er} est mis gratuitement par l'organisme à la disposition du Gouvernement l'année suivante afin de promouvoir des campagnes d'éducation à la santé, principalement en matière de vaccinations, de protection maternelle, de l'enfance et de la jeunesse, d'intégration sociale et professionnelle des handicapés, de promotion du bien-être physique par le sport, de prévention du SIDA, et des assuétudes telles que tabac, alcool, drogue et médicaments.

Ce temps s'intègre dans le cadre des espaces publicitaires.

La conception et la fabrication de support de ces campagnes ne sont pas à charge des radiodiffuseurs.

Art. 3. Ce temps de diffusion de campagne doit être situé dans des tranches horaires compatibles avec les habitudes de consommation télévisuelle des publics ciblés par les campagnes d'éducation pour la santé et être compatible avec les contraintes des grilles de programmes.

Ce temps n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du temps de transmission consacré à la publicité tel que fixé à l'article 27septies, § 1^{er}, et § 2, du décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 modifié par le décret du 19 juillet 1991.

Art. 4. Les demandes de campagnes sont adressées au Ministre compétent en vertu de l'article 2, qui décide, et en informe le Gouvernement.

Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions les transmet aux organismes de radiodiffusion pour mise en œuvre.

Art. 5. Le Ministre visé à l'alinéa premier de l'article 4, peut assimiler, au temps visé à l'article 2, le temps d'émission relatif à des projets de programmes présentés par une association ou une institution dont l'objet social correspond aux domaines prévus à l'article 2. Ces projets d'émissions doivent être présentés en accord avec un organisme de radiodiffusion.

Art. 6. Annuellement, dans leur rapport d'activités, les organismes de radiodiffusion présentent le nombre et la durée des espaces publicitaires mis gratuitement à la disposition du Gouvernement ainsi que les programmes visés à l'article 5 et le nombre et la durée des espaces publicitaires qui justifient cette mise à disposition gratuite. Ces organismes communiquent trimestriellement au Gouvernement un relevé de temps de diffusion utilisé par type de campagne et de temps d'espaces restant disponible.

Art. 7. Si le Gouvernement n'utilise pas sur une année tout le temps dû par un organisme, ce temps ne peut être reporté par le Gouvernement sur le quota de l'année suivante que dans la mesure où le Gouvernement a conclu à la responsabilité du diffuseur dans la non-diffusion de campagnes d'éducation pour la santé.

Art. 8. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992 relatif à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé par les organismes de radiodiffusion est abrogé.

Art. 9. Dans le mois qui suit la publication du présent arrêté, chaque organisme de radio-diffusion communique, au Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions, les informations visées à l'article 1^{er}.

Art. 10. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions et le Ministre ayant l'Éducation à la Santé dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 — 982

18 JANUARI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het uitzenden van campagnes voor gezondheidsopvoeding door de radio-omroepinstellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en televisiedistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » en van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 betreffende het uitzenden van campagnes inzake gezondheidsopvoeding door de radio-omroepinstellingen;

Gelet op het advies van de drie voornaamste radio-omroepinstellingen : RTBF, RTL-TVI, CANAL+ TVCF;

Gelet op het advies van de Raad van State van 8 februari 1993;

Op de voordracht van de Minister belast met het Onderwijs en de Audiovisuele Sector;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 9 januari 1995 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In het begin van ieder kalenderjaar en ten laatste op 1 februari deelt elke radio-omroepinstelling aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, het aantal zendtijden mede die tijdens het voorgaande jaar besteed werden aan de campagnes in verband met geneesmiddelen, medische behandelingen en de alcoholhoudende dranken, en die uitgezonden werden gedurende het verlopen jaar.

De Minister licht de Regering in binnen de veertien dagen van de ontvangst van de inlichtingen.

Art. 2. Het jaar daarna stelt de instelling, kosteloos, ter beschikking van de Regering, een tijd voor uitzending van campagnes gelijk aan de duur bedoeld bij artikel 1, ten einde de campagnes voor gezondheidsopvoeding te bevorderen, en vooral inzake inenting, moederlijke bescherming, kind en jeugd, maatschappelijke inschakeling van de gehandi-

capten in het arbeidsproces, bevordering van het lichamelijke welzijn dankzij sport, AIDS-preventie en verslavingsgewoontes zoals tabak, alcohol, drugs en geneesmiddelen.

Deze tijd wordt opgenomen in het kader van de zendtijd voor reclame.

Het ontwerpen en het vervaardigen van de drager van deze campagnes vallen niet ten laste van de radio-omroepuitzenders.

Art. 3. Deze zendtijd voor de campagnes moet plaatsgrijpen tijdens periodes van het tijdschema die overeenstemmen met de televisuele gewoontes van het doelpubliek van de campagnes en dient verenigbaar te zijn met de verplichtingen die voortvloeien uit de programmeroosters.

Deze tijd komt niet in aanmerking voor de berekening van de zendtijd besteed aan reclame zoals bepaald in artikel 27septies, § 1 en § 2, van het decreet op de audiovisuele sector van 17 juli 1987, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991.

Art. 4. De aanvragen van campagnes dienen aan de krachtens artikel 2 bevoegde Minister te worden gericht. Hij neemt de beslissing en brengt er de Regering van op de hoogte.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, maakt die aan de radio-omroepinstellingen ter uitvoering over.

Art. 5. De Minister bedoeld in het eerste lid van artikel 4 mag beschouwen dat de tijd van uitzending van ontwerpen van programma's voorgesteld door een vereniging of een instelling waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met de gebieden bepaald in artikel 2, gelijk is aan de tijd bedoeld bij artikel 2.

Art. 6. In hun jaarlijkse activiteitenverslag vermelden de radio-omroepinstellingen het aantal en de duur van de zendtijden voor reclame die kosteloos ter beschikking worden gesteld van de Regering alsook de programma's bedoeld bij artikel 5 en het aantal en de duur van de zendtijden voor reclame die deze kosteloze terbeschikkingstelling rechtvaardigen. Om de drie maanden delen deze instellingen aan de Regering een opgave mede met vermelding van de zendtijd voor elk type van campagne en van de zendtijd die nog beschikbaar is.

Art. 7. Indien de Regering het geheel van de door een instelling verschuldigde tijd niet gebruikt, mag deze tijd enkel worden overgedragen door de Regering naar het volgend jaar voor zover de Regering tot de conclusie is gekomen dat de verantwoordelijkheid voor het niet-uitzenden van de campagnes inzake gezondheidsopvoeding bij de uitzender ligt.

Art. 8. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 januari 1992 betreffende het uitzenden van campagnes inzake gezondheidsopvoeding door de radio-omroepinstellingen wordt opgeheven.

Art. 9. Tijdens de maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit deelt iedere radio-omroepinstelling aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, de inlichtingen bedoeld bij artikel 1 mede.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheidsopvoeding behoort, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 januari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap
De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 963

[C — 31111]

16 FEVRIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement à maintenir en service 50 membres du personnel contractuel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'ordonnance du 9 juillet 1992 relative au personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 janvier 1995;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'extension des compétences de l'Institut;

Considérant que le bon fonctionnement de l'Institut requiert l'engagement ou le maintien en service des agents contractuels;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 963

[C — 31111]

16 FEBRUARI 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waardoor het Brussels Instituut voor Milieubeheer gemachtigd wordt om 50 contractuele personeelsleden in dienst te houden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op de ordonnantie van 9 juli 1992 betreffende het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 januari 1995;

Gelet op de goedkeuring van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op de uitbreiding van de bevoegdheden van het Instituut;

Overwegende dat de goede werking van het Instituut de aanwerving of het behoud van contractuele personeelsleden vereist;